

# Nyéleni : nouvelle étape sur le chemin de la souveraineté alimentaire

vendredi 2 mars 2007, par [NZUZI Victor](#), [OLLIER Jérôme](#) (Date de rédaction antérieure : 1er mars 2007).

Lancé par la Via Campesina en 1996, le concept de souveraineté alimentaire a, depuis lors, été utilisé à toutes les sauces. Récupéré par différents acteurs, on a même vu certains chefs d'Etats abonder en son sens, sans changer pour autant un iota des politiques actuelles qui nous éloignent bel et bien de ce droit fondamental.

C'est donc pour clarifier ce concept et pour construire une stratégie commune que les mouvements : Via Campesina, Marche Mondiale des Femmes, Roppa, les Forums mondiaux des pêcheurs et les Amis de la Terre international convoquèrent ce Forum Mondial sur la Souveraineté Alimentaire. Nommé Nyéleni, en hommage à une grande agricultrice malienne, ce forum rassembla pendant cinq jours plus de 500 délégués de plus de 80 pays à Selingue, village de la campagne malienne.

Une grande diversité culturelle donc, mais aussi sectorielle (pêcheurs, paysans, peuples autochtones,...) caractérisait les participants. Une attention particulière avait été portée à ce qu'il y ait un équilibre entre les sexes. Bien représentées, les femmes ont fait une déclaration spécifique dans laquelle elles : *« réaffirment leur volonté d'agir pour changer le monde capitaliste et patriarcal qui priorise les intérêts du marché avant le droit des personnes »*.

L'objectif avait été également de se centrer sur la participation de mouvements sociaux limitant ainsi la venue des secteurs institutionnels et de coopération pour donner un cadre politique populaire à ce concept de souveraineté alimentaire.

En effet la rencontre, ficelée par une méthodologie élaborée, avait des objectifs ambitieux. Au-delà de la réappropriation du terme, il s'agissait de fortifier les alliances des réseaux luttant pour le concept ainsi que d'établir des stratégies et des actions communes.

Six secteurs, de sept régions à travers trois groupes d'intérêts (femmes, jeunes et environnement) se réunirent séparément et participèrent ensuite à un travail de groupe dans 7 thèmes fondamentaux pour la souveraineté alimentaire : politiques commerciales et marchés locaux, savoirs locaux et technologies, accès et contrôles des ressources naturelles, partage des territoires, conflits et catastrophes, conditions sociales et migrations forcées et enfin modèles de production.

Bien entendu la plupart de ces thèmes, interdépendants s'il en est, régis par les politiques capitalistes, furent marqués par des problématiques transversales : refus des Accords de Partenariat Economiques (APE), des Agro-carburants, des Organismes Génétiquement Modifiés, mise en place de nouveaux réseaux de distribution rapprochant le consommateur du producteur, pour n'en citer que quelques uns. Il est d'ailleurs intéressant de constater les différences de position des continents. En effet si les participants du Nord se sont largement étendus sur le pouvoir du consommateur, le Sud prônait beaucoup plus volontiers la nécessité de changer de modèle de production.

Le premier résultat de ces discussions fut une déclaration politique, où est réaffirmé le concept de souveraineté alimentaire et le droit des peuples à en jouir comme d'un droit humain fondamental (une des propositions fut d'ailleurs de changer la journée mondiale de l'alimentation en journée

mondiale de la souveraineté alimentaire et de faire entrer le concept dans le droit onusien). Dans cette déclaration le mouvement réaffirme se battre contre « *L'impérialisme, le néo-libéralisme, le néo-colonialisme et le patriarcat ainsi que tous les systèmes qui appauvrissent la vie, les ressources et les écosystèmes mais aussi leurs promoteurs, tels que les institutions financières internationales, l'Organisation Mondiale du Commerce, les accords de libre échange, les multinationales (une action mondiale contre des transnationales fut d'ailleurs évoquée) et les gouvernements ennemis des peuples* ». Ces gouvernements qui continuent à demander ou à payer une dette odieuse au détriment de la santé, de l'éducation, des services publics et... de la souveraineté alimentaire.

Nyeleni lance donc une nouvelle étape dans ce combat avec comme slogan : l'heure de la souveraineté alimentaire est venue !

---

**P.-S.**

\* Publié dans le BULLETIN ELECTRONIQUE n° 18 du Comité pour l'annulation de la Dette du Tiers Monde (CADTM) du vendredi 2 mars 2007.

\* Jérôme Ollier est du CADTM Belgique) - Victor Nzuzi du NAD-CADTM RD Congo.